

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Groupe du Porte-Parole

LIBRARY

Bruxelles, le 10 mars 1975
BO/mh

PRIORITE P - 1

Remis au télex à 17.00 h.

Note BIO(75) 88 aux Bureaux Nationaux
cc. aux Membres du Groupe et à MM. les Directeurs généraux DG I et X

420 C

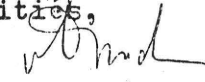
CONSEIL EUROPEEN DUBLIN (10 et 11 mars 1975)

La session a commencé à 15.30 h. après un déjeuner offert par le Chef de l'Etat irlandais. D'après ce que l'on sait des intentions de la présidence, cet après-midi serait consacré à la discussion de la question "renégociation", à savoir le mécanisme correcteur et les importations de beurre de la Nouvelle-Zélande. Il est fort probable qu'après la discussion, ces deux points seront renvoyés à l'examen approfondi de groupes de travail. Les décisions à ce sujet pourraient être prises demain dans la journée.

Demain matin, le Conseil devrait délibérer des problèmes économiques et monétaires et ensuite de la question des matières premières. Demain après-midi ce serait le tour de l'énergie et éventuellement d'autres points, notamment l'aide au développement. Il est difficile à ce stade de faire des prévisions, d'autant plus que rien ne filtre des différentes délégations.

Compte tenu de l'heure tardive, nous ne pouvons pas vous donner rendez-vous avant demain pour la prochaine BIO.

Amitiés,

pa. 
B. OLIVI

ZCZCNY
21877K COMEU B
WASHINGTON/4
NEW YORK/3

BRUXELLES, 11.3.75

TLX. 21558

NOTE BIO (75) 88 - SUITE 1 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU GROUPE ET A MM LES DIRECTEURS GENERAUX DG I ET X

CONSEIL EUROPEEN DE DUBLIN

+++++

LA MATINEE DE MARDI A ETE ENCORE DOMINEE PAR LES PROBLEMES CONCERNANT LA CONTRIBUTION BUDGETAIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE ET LES IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN PROVENANCE DE LA NOUVELLE-ZELANDE. LE CONSEIL EUROPEEN A TOUT D'ABORD DISCUTE LE PREMIER POINT, SUR LA BASE DES ETUDES EFFECTUEES AU COURS DE LA NUIT PAR UN COMITE DE FONCTIONNAIRES QUI DEVAIENT CHIFFRER LES CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'IDEE EXPRIMEE PAR LES DIFFERENTES DELEGATIONS AU COURS DE L'APRES-MIDI D'HIER. LA DISCUSSION DE CE MATIN N'A PAS PU RAPPROCHER LES POINTS DE VUE, SI BIEN QU'A LA FIN DE LA MATINEE, LE DOCUMENT DE LA COMMISSION SUR LE MECANISME CORRECTEUR EST REVENU AU CENTRE DES DEBATS.

EN CE QUI CONCERNE LES IMPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ZELANDE, AVANT D'ABORDER LE POINT DE L'ENERGIE, LES MINISTRES ONT CHARGE LA COMMISSION DE PRESENTER UN PROJET DE COMPROMIS A SOUMETTRE AU CONSEIL.

AU DEBUT DE LA SEANCE DE L'APRES-MIDI, LA SITUATION POUVAIT ETRE RESUMEE COMME SUIV :

- EN CE QUI CONCERNE LE MECANISME CORRECTEUR, UN COMITE AD HOC DEVAIT SOUMETTRE AU CONSEIL DE NOUVELLES CONCLUSIONS, ET, SI POSSIBLE, UN PROJET DE COMPROMIS.

- EN CE QUI CONCERNE LA NOUVELLE-ZELANDE, LE DOCUMENT PREPARE PAR LA COMMISSION A ETE SOUMIS A UN COMITE DE FONCTIONNAIRES QUI DEVRAIENT LE RESOUMETTRE AUX MINISTRES.

LA DISCUSSION SUR L'ENERGIE N'A PAS ETE JUGEE ''SATISFAISANTE'' PAR LA PLUPART DES DELEGATIONS, ELLE POURRAIT ETRE REPRISE AU COURS DE LA JOURNEE.

ON PREVOIT QUE LA SESSION POURRAIT DURER TARD DANS LA DOIREE, MAIS, EN CE QUI CONCERNE AU MOINS LA QUESTION DE LA RENEGOCIATION BRITANNIQUE, UN CERTAIN OPTIMISME CONTINUE A REGNER.

JE SOULIGNE TOUT PARTICULIEREMENT LE ROLE QUE CONTINUE A JOUER LA COMMISSION SUR TOUTES LES QUESTIONS DEBATTUES PAR LE CONSEIL, SI BIEN QUE L'OPINION, EN GENERAL, EST QUE LES COMPROMIS SE FERONT SUR LA BASE DES PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LA COMMISSION, SUIVANT LES REGLES INSTITUTIONNELLES NORMALEMENT SUIVIES PAR LE CONSEIL ''ORDINAIRES''.

A SUIVRE AMITIES B. OLIVI

21877K COMEU B
NNNN

BRUXELLES, LE 12.03.75

TELEX NO. 22029

NOTE BIO (75) 88 (SUITE 2 ET FIN) AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU GROUPE ET MM. LES DIR. GEN. DES DG I ET X
=====

CONSEIL EUROPEEN DE DUBLIN

PRIERE DE TROUVER CI-DESSOUS LES DECLARATIONS OFFICIELLES DU
CONSEIL EUROPEEN DE DUBLIN :

JE TIENS TOUT D'ABORD A VOUS DIRE AU NOM DE MES COLLEGUES ET
DE MOI-MEME, COMBIEN NOUS SOMMES DESOLES DE VOUS AVOIR FAIT ATTENDRE
AUSSI LONGTEMPS. LES PROBLEMES A TRAITER DURANT LA REUNION ETAIENT
COMPLEXES ET NOUS ONT OCCUPES BEAUCOUP PLUS LONGTEMPS QUE NOUS NE
L'AVIONS ESCOMPTE. TOUTEFOIS, JE PENSE QUE LE RESULTAT JUSTIFIE
CE RETARD.

CETTE REUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT ETAIT LA PREMIERE A SE
TENIR CONFORMEMENT AUX NOUVEAUX ACCORDS CONVENUS A PARIS EN
DECEMBRE DERNIER. UNE CARACTERISTIQUE DE CES ACCORDS ETAIT QU'IL
NE DEVAIT PAS Y AVOIR DE COMMUNIQUE OFFICIEL APRES LES REUNIONS.
TOUTEFOIS, UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS A TRAITER ETAIENT D'UNE
TELLE IMPORTANCE ET D'UNE TELLE COMPLEXITE QUE MES COLLEGUES ET
MOI-MEME ONT JUGE NECESSAIRE D'INCLURE CERTAINES DECISIONS PRISES
AU COURS DE LA REUNION DANS DES DECLARATIONS OU COMMUNICATIONS.

EN CE QUI CONCERNE LA QUESTION BUDGETAIRE, LE CONSEIL S'EST MIS
D'ACCORD SUR LE MECANISME CORRECTEUR DEFINI PAR LA COMMISSION
DANS SA COMMUNICATION INTITULEE : "LA SITUATION INACCEPTABLE ET
LE MECANISME CORRECTEUR" AVEC LES MODIFICATIONS SUIVANTES :

1. LE CRITERE CONCERNANT LE DEFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

AINSI QUE LE PLAFOND DES DEUX-TIERS SONT SUPPRIMES.

2. LES DISPOSITIONS SUIVANTES SERONT INCORPOREES DANS LE MECANISME
CONVENU :

A) LE MONTANT DU MECANISME CORRECTEUR NE POURRA DEPASSER
UN PLAFOND DE 250.000.000 D'UNITES DE COMPTE. TOUTEFOIS, DES
QUE LE MONTANT DU BUDGET COMMUNAUTAIRE EXCEDERA 8 MILLARDS
D'UNITES DE COMPTE, CE PLAFOND SERA DIXE A UN MONTANT REPRESENTANT
3 PERCENT DU TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES.

B) LORSQU'UNE MOYENNE MOBILE CALCULEE SUR UNE PERIODE DE
TROIS ANS INDIQUE QUE LA BALANCES DES PAIEMENTS DES COMPTES-
COURANTS DU PAYS ENCAUSE EST EXCEDENTAIRE, LA CORRECTION AFFECTERA
SEULEMENT TOUTE DIFFERENCE ENTRE LE MONTANT DE SES PAIEMENTS
AU TITRE DE LA TVA ET LE CHIFFRE QUI RESULTERAIT DE SA PART
RELATIVE DANS LE PNB DE LA COMMUNAUTE.

UNE COMMUNICATION RELATIVE A L'APPARTENANCE DE LA GRAND-BRETAGNE A LA COMMUNAUTE CONCERNE LA QUESTION DE LA REVISION DE L'IMPORTATION DE CERTAINES QUANTITES DE PRODUITS LAITIERS EN PROVENANCE DE LA NOUVELLE-ZELANDE VERS LA COMMUNAUTE, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU PROTOCOLE 18 DU TRAITE D'ADHESION. LE PROTOCOLE AUTORISE L'IMPORTATION EN FRANCHISE DE PRELEVEMENTS DE CERTAINES QUANTITES SPECIFIEES DE CES PRODUITS DURANT LA PERIODE QUI VA JUSQU'A 1977 INCLUD. AUX TERMES DE CE PROTOCOLE, CES DISPOSITIONS DOIVENT ETRE REVUES ABANT LA FIND DE 1975. AU COURS DE NOTRE REUNION, NOUS SOMMES CONVENUS DE CERTAINES LIGNES DIRECTRICES A DONNER AUX INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE LORSQU'ELLES EFFECTUERONT CETTE REVISION. VOUS REMARQUEREZ QUE LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION DANS CE DOMAINE DOIVENT ETRE AU POINT DES QUE POSSIBLE ET PREVOIR LES DISPOSITIONS SPECIALES D'IMPORTATION VISEES A L'ARTICLE 5 DU PROTOCOLE APRES 1977. CES PROPOSITIONS PREVOIERONT DES REVISIONS DE PRIX EN FONCTION DE CERTAINS CRITERES BIEN DEFINIS. UN EXEMPLAIRE DE CETTE DECLARATION EST DISPONIBLE.

NOUS AVONS AUSSI DISCUTE UTILEMENT DE LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE QUI SE TIENT ACTUELLEMENT A GENEVE. NOUS SOMMES CONVENUS D'UNE COMMUNICATION SUR CE SUJET DONT LE TEXTE EST ACTUELLEMENT DISTRIBUE.

LE PROBLEME DE L'ENERGIE ET DU PRIX DE L'ENERGIE A RETENU AUJOURD'HUI NOTRE ATTENTION PENDANT UNE PERIODE DE TEMPS CONSIDERABLE.

NOUS SOMMES CONVENUS QUE SOUS L'AUTORITE DU CONSEIL (DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES), UN COMITE SPECIAL AD HOC A HAUT NIVEAU COMPOSE DE REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES ET DE LA COMMISSION DEVRAIT ETRE INSTITUTE AFIN DE COORDONNER L'APPROCHE DE CE PROBLEME DANS L'INTERET DES CONSOMMATEURS COMME DES PRODUCTEURS ET DANS CELUI DE LA STABILITE ECONOMIQUE DU MONDE ENTIER. LA PREMIERE REUNION DE CE COMITE EST PREVUE POUR LE 19 MARS. L'AVIS EXPRIME PAR LES CHEFS DE GOUVERNEMENT SUR CETTE QUESTION FIGURE DANS UNE DECLARATION DONT DES COPIES SONT EGALEMENT DISPONIBLES.

NOUS AVONS AUSSI DISCUTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE EN CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIEREMENT LES PROBLEMES POSES PAR LE CHOMAGE ET L'INFLATION A LA SUITE DE LA HAUSSE BRUTALE DES PRIX DU PETROLE ET D'AUTRES MATIERES PREMIERES. UN ACCORD GENERAL S'EST DEGAGE POUR QUE L'EXAMEN DE CETTE QUESTION ET LES AVIS DES CHEFS DE GOUVERNEMENT A CE SUJET SOIENT REPORTEES A LA REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DES FINANCES DE LA COMMUNAUTE QUI DOIT SE TENIR LE 18 MARS.

EN CE QUI CONCERNE LES MATIERES PREMIERES, NOUS AVONS EU UNE DISCUSSION EXTREMEMENT UTILE. IL A ETE DECIDE QUE CE PROBLEME DONT LES CHEFS DE GOUVERNEMENT DISCUTAIENT POUR LA PREMIERE FOIS DEVRAIT ETRE REPORTE AU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES SUR LA BASE DES PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LE CONSEIL A LA COMMISSION.

A PROPOS DE CHYPRE, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, RAPPELANT LA COMMUNICATION FAITE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES A LA SUITE DE LEUR REUNION A DUBLIN LE 13 FEVRIER, ONT EXPRIME L'ESPOIR QUE DANS LE CONTEXTE DES DISCUSSIONS QUI ONT LIEU ACTUELLEMENT AUX NATIONS UNIES A NEW YORK, IL POURRA Y AVOIR PROCHAINEMENT UNE REPRISE DES DISCUSSIONS SUR LA QUESTION DE CHYPRE. LES NEUF CONTINUERONT BIEN SUR DE SUIVRE DE TRES PRES LES DEVELOPPEMENTS DE LA SITUATION A CHYPRE.

EN CONCLUSION, JE TIENS A VOUS DIRE COMBIEN JE ME FILICITE D'AVOIR
EU L'OCCASION DE PRESIDER CETTE REUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT
QUI, OUTRE QU'ELLE A PU TRAITER AVEC SUCCES LES AUTRES POINTS DE
L'ORDRE DU JOUR, A VU LA DISCUSSION PROLONGEE SUR LES PROBLEMES
POSES PAR L'ADHESION DE LA GRANDE-BRETAGNE ABOUTIR A UN RESULTAT,
RESULTAT QUE NOUS POUVONS RAISONNABLEMENT L'ESPERER - LE CABINET
BRITANNI-QUE SERA EN MESURE DE PRESENTER FAVORABLEMENT AU PEUPLE
DE GRANDE-BRETAGNE LORS DU PROCHAIN REFERENDUM.

+++

DUBLIN , LE 11 MARS 1975

DECLARATION SUR L'ENERGIE

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT, REUNIS EN CONSEIL A DUBLIN, ONT EXAMINE
LES PROBLEMES RELATIFS A LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE.
ILS SONT CONVENUS QUE LA PREPARATION INTENSIVE DE CETTE CONFERENCE
DOIT ETRE POURSUIVIE SANS DELAI AU SEIN DE LA COMMUNAUTE. CETTE
PREPARATION PORTERA SUR LE RECENSEMENT DES DIFFERENTS PROBLEMES A
TRAITER AU COURS DE CETTE CONFERENCE ET DE SA REUNION PREPARATOIRE,
TANT CEUX RELATIFS SPECIFIQUEMENT A L'ENERGIE QUE CEUX, ECONOMIQUES,
FINANCIERS ET RELATIFS AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, QUI Y
SONT DIRECTEMENT LIES. ELLE CHERCHERA EGALEMENT A DEFINIR LES
REponses COMMUNES A Y APPORTER COMPTE TENU DES POSITIONS QUI SERONT
PRISES PAR LES AUTRES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE.

CETTE PREPARATION SERA ASSUREE SOUS L'AUTORITE DU CONSEIL
(AFFAIRES ETRANGERES) AU SEIN D'UN COMITE AD HOC A HAUT NIVEAU
COMPOSE DE REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES ET DE REPRESENTATNS
DE LA COMMISSION. ELLE SE FERA SUR LA BASE DE L'INVENTAIRE DES
PROBLEMES A TRAITER AU COURS DE LA CONFERENCE ET DE SA REUNION
PREPARATOIRE, QUI AURA ETE ETABLI PAR LA COMMISSION ET DES PROPOSIT-
IONS QUE CETTE DERNIERE SOUMETTRA A LEUR SUJET AU CONSEIL, AINSI QUE
SUR LA BASE DES SUGGESTIONS ET DES DEMANDES PRESENTEES PAR LES
ETATS MEMBRES.

LE CONSEIL PRENDRA, SUR CES BASES, LES DECISIONS APPROPRIEES ET
FIXERA NOTAMMENT LE CONTENU ET LES MODALITES DU DIALOGUE A
MENER TANT AVEC LES AUTRES PAYS CONSOMMATEURS QU'AVEC LES
PAYS PRODUCTEURS.

LE CONSEIL EST CONVENU DE SE REUNIR, AU NIVEAU DES CHEFS DE
GOUVERNEMENT, EN TEMPS UTILE POUR PREPARER LA CONFERENCE.

+++?

DECLARATION SUR LA C.S.C.E.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ONT REAFFIRME LA VOLONTE DES NEUF
DE POURSUIVRE ET DE DEVELOPPER LEUR POLITIQUE DE DETENTE ET DE
COOPERATION EN EUROPE.

ILS ONT EXPRIME L'ESPOIR QUE CETTE POLITIQUE FAVORISERA LE RENFORCEMENT CONTINU DE LA COMPREHENSION ET LA CONFIANCE ENTRE LES PEUPLES, FONDEMENT D'UNE AMELIORATION REELLE DU CLIMAT POLITIQUE SUR LE CONTINENT. CET OBJECTIF DEVRA NOTAMMENT SE TRADUIRE PAR LE DEVELOPPEMENT ENTRE LES ETATS ET LES PEUPLES DE RELATIONS DANS LESQUELLES UNE PLACE IMPORTANTE DEVRAIT ETRE RECONNUE AUX PERSONNES.

DANS CE CONTEXTE, LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE AINSI QUE LA MISE EN OEUVRE DES SES DECISIONS SONT APPELEES A JOUER UN GRAND ROLE.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT SE FELICITENT DU ROLE CONSTRUCTIF QUE, GRACE A LEUR DIPLOMATIE CONCERTEE ET AUX POSITIONS QU'ILS ONT ADOPTEES EN COMMUN, LES NEUF ONT PU JOUER DANS LE DEROULEMENT DE CETTE CONFERENCE QUI TOUCHE DE PRES AUX INTERETS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ONT PROCEDÉ A L'EXAMEN DE L'EVOLUTION DES TRAVAUX QUI SE DEROULENT ACTUELLEMENT A GENEVE.

ILS ONT CONSTATE QUE DES PROGRES SUBSTANTIELS AVAIENT DEJA ETE ENREGISTRES, AMIS AUSSI QUE DES POINTS IMPORTANTS RESTAIENT ENCORE A REGLER.

ILS SE SONT PRONONCES POUR UN ACHEVEMENT AUSSI RAPIDE QUE POSSIBLE DE CES TRAVAUX. A CETTE FIN, ILS ENTENDENT POURSUIVRE ET INTENSIFIER LEURS EFFORTS EN VUE DE RECHERCHER, DANS UN ESPRIT OUVERT ET CONSTRUCTIF, DES SOLUTIONS POSITIVES AUX PROBLEMES ENCORE EN DISCUSSION OU EN SUSPENS.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT SOUHAITENT QUE TOUS LES ETATS PARTICIPANTS FASSENT, COMME ILS Y SONT DECIDES EUX-MEMES, TOUS LES EFFORTS NECESSAIRES POUR OBTENIR, SUR L'ENSEMBLE DES SUJETS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR, DES RESULTATS EQUILIBRES ET SATISFAISANTS. CECI PERMETTRAIT D'ENVISAGER LA CONCLUSION DE LA CONFERENCE A BREVE ECHEANCE ET AU NIVEAU LE PLUS ELEVE.

+++++

M

DECLARATION SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN PROVENANCE

DE NOUVELLE-ZELANDE

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT, REUNIS EN CONSEIL A DUBLIN LE 10 MARS, SOULIGNENT L'IMPORTANCE QU'ILS ATTACHENT AU PROTOCOLE NO 18 DE L'ACTE D'ADHESION, EN CE QUI CONCERNE LES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE AVEC LA NOUVELLE-ZELANDE, FOURNISSEUR TRADITIONNEL DE PRODUITS LAITIERS D'UNE PARTIE IMPORTANTE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE.

ILS INVITENT LA COMMISSION A PRESENTER UN RAPPORT EN VUE DE PREPARER L'EXAMEN PREVU A L'ARTICLE 5 DU PROTOCOLE ET A SOUMETTRE, DES QUE POSSIBLE, UNE PROPOSITIONS VISANT AU MAINTIEN, APRES LE 31 DECEMBRE 1977, DU REGIME SPECIAL A L'IMPORTATION VISE DANS LEDIT ARTICLE. ILS NOTENT QUE LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE ONT DEJA PROCÉDÉ A CERTAINS AJUSTEMENT DE PRIX DANS LE CADRE DUDIT PROTOCOLE. DANS CE MEME ESPRIT, LA COMMUNAUTE, QUI DEMEURE ATTACHÉE A UNE MISE EN OEUVRE ÉQUITABLE DU PROTOCOLE, EST DISPOSÉE A REEXAMINER PÉRIODIQUEMENT ET, EN CAS DE BESOIN, A ADAPTER LES PRIX EN FONCTION DE L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DANS LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS DANS LE MONDE ET EN FONCTION ÉGALEMENT DU NIVEAU ET DE L'ÉVOLUTION DES PRIX PRATIQUES DANS LA COMMUNAUTE - Y COMPRIS LES PRIX D'INTERVENTION ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE, EN TENANT COMPTE, EN OUTRE, DE L'ÉVOLUTION DES COÛTS EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET DE CELLE DES COÛTS DE FRET.

EN CE QUI CONCERNE LES QUANTITÉS ANNUELLES À FIXER PAR LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DU RÉGIME SPECIAL APRES 1977, CELLES.-CI NE DEVRONT PAS PRIVER LA NOUVELLE-ZÉLANDE DES DÉBOUCHÉS QUI LUI SONT INDISPENSABLES. AINSI, POUR LA PÉRIODE ALLANT JUSQU'À 1980, ELLES POURRAIENT SE RAPPROCHER, SELON L'ÉVOLUTION FUTURE DES MARCHÉS, DES QUANTITÉS EFFECTIVEMENT LIVRÉES EN 1974 DANS LE CADRE DU PROTOCOLE NO 18 ET DES QUANTITÉS ACTUELLEMENT ENBISAGÉES PAR LA NOUVELLE-ZÉLANDE POUR 1975.

ILS CONSTATENT QUE LE PROTOCOLE NO 18 PRÉVOIT QUE LES ARRANGEMENTS EXCEPTIONNELS CONCERNANT L'IMPORTATION DE PROMAGÈS NE PEUVENT ÊTRE MAINTENUS AU-DELÀ DU 31 DÉCEMBRE 1977 ET QUE CETTE SITUATION AINSI QUE LES PROBLÈMES POUVANT EN DÉCOULER SERONT EXAMINÉS AVEC TOUTE L'ATTENTION NÉCESSAIRE EN TEMPS UTILE, COMPTE TENU ÉGALEMENT DES CONSIDÉRATIONS EXPOSÉES AU PARAGRAPHE SUIVANT.

LES CHEFS DE GOUVERNEMENT NOTENT EN OUTRE QUE LA COMMUNAUTE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE ASSURENT ENSEMBLE LA MAJEURE PARTIE DES EXPORTATIONS MONDIALES DES PRODUITS LAITIERS. AUSSI, ILS SOUHAITENT QU, DANS LE MEME ESPRIT QUI ANIME LA COMMUNAUTE DANS L'APPLICATION DU PROTOCOLE NO 18, UNE COLLABORATION DE PLUS EN PLUS ÉTROITE SE DÉVELOPPE ENTRE LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES ET LES AUTORITÉS NEO-ZÉLANDAISES DANS LE BUT DE PROMOUVOIR, DANS LEUR INTÉRÊT MUTUEL, UN FONCTIONNEMENT ORDONNÉ DES MARCHÉS MONDIAUX. UNE TELLE COOPÉRATION, AU-DELÀ DE SON UTILITÉ PROPRE, DEVRA SERVIR DE BASE POUR PARVENIR, DANS UN CADRE PLUS LARGE, À LA CONCLUSION D'UN ACCORD MONDIAL EFFICACE TEL QUE PRÉCONISE AU PROTOCOLE NO 18.

+++++

2

CHYPRE

"LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RAPPELANT LA DÉCLARATION PUBLIÉE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À LA SUITE DE LEUR RÉUNION À DUBLIN LE 13 FÉVRIER, ESPERENT QUE, DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS QUI ONT ACTUELLEMENT LIEU AU SEIN DES NATIONS UNIES À NEW YORK, ON ASSISTERA À BREF DÉLAI À LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS SUR LE PROBLÈME DE CHYPRE. LES NEUF CONTINUERONT BIEN ENTENDU À SUIVRE DE PRES L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION À CHYPRE."

AMITIES, M. SANTARELLI

21877G COMEU B

ND NNNN